

La France n'existe que par la politique, parce qu'elle est avant tout un Etat qui est seul capable de maintenir unifiées, s'il est suffisamment puissant, les différentes provinces françaises, de la Bretagne à l'Alsace. Notre nation est ainsi éminemment politique, son histoire très riche mais son équilibre fragile. Notre devise nationale elle-même nous rappelle cette stabilité précaire, la fraternité seule permettant de concilier liberté et égalité, qui autrement s'opposeraient. Cette conception est totalement différente de celle des Etats-Unis d'Amérique, et pourtant, sur la forme comme sur le fond, force est de constater l'américanisation de la politique française.

Sur la forme, relevons par exemple l'accroissement du poids politique et médiatique des deux principaux partis au détriment de tous les autres, à l'instar des partis « républicains » et « démocrates » états-unis. L'organisation interne des partis politiques français fonctionne de plus en plus comme leurs homologues d'outre Atlantique, avec l'organisation d'élections primaires extrêmement médiatisées pour en désigner les chefs, comme s'il s'agissait déjà d'un premier tour de l'élection présidentielle. La *peoplisation* des hommes politiques est également un phénomène américain assez récent en France, où le combat des idées était supérieur aux rivalités personnelles. Ce n'est plus vraiment le cas aujourd'hui et cette dégradation intellectuelle est fortement liée à l'abandon du pouvoir politique en faveur de la finance et d'institutions supranationales, qu'elles soient européennes ou mondiales.

C'est ainsi que sur le fond, la politique française s'américanise. La gauche par exemple a largement intégré le système libéral de marché, et qu'elle se définisse comme « progressiste », « moderne » ou « européenne », elle milite pour le même ultralibéralisme (libre circulation des personnes, des marchandises et des capitaux) que la droite. Autrement dit, comme aux Etats-Unis, il n'y a plus de différences économiques et politiques entre les deux grands partis. L'UMP et le PS – même si certains à l'intérieur de chaque parti y sont hostiles – défendent majoritairement l'ultralibéralisme, l'Europe de Bruxelles, l'euro, la nécessité de l'immigration massive... Par conséquent, les différences et donc les élections ne se jouent plus hélas que sur des sujets de société ou de libertés individuelles, qui sont notamment la fiscalité, la conception de la vie (législation en matière de peine de mort, d'avortement, d'euthanasie et de manipulations génétiques), la légalisation de la drogue et le mariage entre individus du même sexe. Nous retrouvons ici la conception anglo-saxonne individuelle de la politique, basée sur un Etat très libéral, qu'il s'agisse de mœurs ou d'économie, alors que l'histoire de France est basée sur une conception collective de la société, comme en témoignent par exemple nos traditions de laïcité, d'assimilation des immigrés et de rejet du communautarisme (au contraire des Anglo-Saxons, qui nous ont d'ailleurs exporté leur concept de discrimination positive, repris par notre ancien président de la République, surnommé à juste titre « Sarkozy l'Américain »).

En France, l'administration est stable, quel que soit le gouvernement, même si bien entendu certains hauts fonctionnaires peuvent être affectés à un autre poste que celui qu'ils occupent selon leurs affinités avec le pouvoir. Aux Etats-Unis, c'est un système très différent puisque l'administration fédérale est remplacée par le président nouvellement en exercice. Pour ne pas subir ces changements à répétition qui nuisent à la continuité gouvernementale, les Américains ont mis en place une sorte d'administration parallèle fixe, qui comprend une

partie occulte (l'Etat profond) et une partie publique qui est notamment représentée par le CFR (Council on foreign relations, ou conseil des relations étrangères). C'est là qu'est principalement élaborée la politique américaine (essentiellement la diplomatie et la défense, l'économie faisant plutôt consensus aux Etats-Unis). Cependant, malgré cette différence primordiale entre les deux pays, la France conçoit de plus en plus sa politique dans des cercles privés, appelés *think tanks* (réservoirs de pensée), comme le Siècle, l'IFRI (Institut français des relations internationales, équivalent du CFR dont le président-fondateur est Thierry de Montbrial) ou Terra Nova.

Les Américains n'exercent aucune pression sur les politiciens français pour qu'ils copient leur modèle. Il s'agit globalement d'un phénomène mimétique presque inconscient, qui révèle néanmoins que nos élites s'inspirent du système américain, l'admirent, y sont même souvent formées. La suprématie de l'anglais sur la langue française est bien sûr liée à cette hégémonie culturelle, qui est aussi politique (ce qui rejoint la théorie de Gramsci). Les principales organisations internationales sont en fait états-uniennes, comme l'OTAN et le FMI. Rappelons que la politique étrangère et de sécurité commune de l'Union européenne doit être compatible avec celle de l'OTAN. La mondialisation est en fait essentiellement une américanisation du monde et la politique n'est pas un secteur qui fait exception à cette règle.

Jean-Yves Dufour, pour *Salut public*, 29 août 2012